

République démocratique du Congo : nouvelles flambées de violences

samedi 25 juin 2022, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 24 juin 2022).

Le récent conclave de Nairobi pour la paix dans la région Est de la République démocratique du Congo (RDC) a débouché sur deux grandes mesures. La mise en place de négociations entre les autorités et les différents groupes armés sous l'égide du président kenyan, et une réponse militaire régionale sous la responsabilité du chef du gouvernement congolais Felix Tshisekedi. Dans le même temps, le Mouvement du 23 mars (M23), un ancien groupe armé, fait de nouveau parler de lui sur fond de tension avec le Rwanda.

Sommaire

- [Permanence de la violence](#)
- [Une région dévastée](#)

Le M23, apparu en 2012, est composé d'anciens rebelles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) dirigé par Laurent Nkunda, alors très proche du Rwanda. Ils ont été intégrés dans l'armée congolaise suite à un accord de paix signé le 23 mars 2009. Estimant que cet accord n'a pas été respecté, ils ont repris les armes avec le soutien officieux du Rwanda.

Dirigé successivement par plusieurs seigneurs de guerre, le M23 s'est rendu coupable de nombreuses exactions relevant des crimes contre l'humanité.

Le gouvernement de Tshisekedi accuse le Rwanda d'être à l'origine de la résurgence du M23, ce que réfute le dirigeant rwandais Paul Kagame. Il accuse Kinshasa d'être responsable de deux bombardements et de continuer à soutenir le groupe armé des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), créé par d'anciens génocidaires hutus qui avaient trouvé refuge en RDC après l'arrivée au pouvoir du Front patriotique rwandais.



Felix Tshisekedi. Crédit Photo. Wikimedia Commons

Permanence de la violence

Entre la RDC et le Rwanda, les tensions ont toujours été plus ou moins fortes, de la guerre ouverte à la fin des années 1990 au conflit par procuration avec des groupes armés. Les griefs des uns et des autres sont nombreux et n'ont jamais été réglés. Le Rwanda considère la RDC, par son soutien aux

FDLR, comme une menace. Ces accusations n'ont plus beaucoup de pertinence car cette milice, avec un piètre armement et en perte de vitesse, est surtout un danger pour les populations congolaises.

Il y a une claire volonté du Rwanda de maintenir la région du sud et nord Kivu sous son influence en créant une zone tampon, et surtout de profiter des richesses minérales de son voisin, notamment l'étain, l'or et en particulier le coltan, minerai essentiel pour la fabrication des composants électroniques.

Une région dévastée

La région est de la RDC est en proie à une multitude de conflits. Il y a environ près de 200 groupes armés. Certains se sont formés au début, comme des milices d'auto-défense de villages pour se transformer rapidement en groupes de prédateurs. La Monusco, qui est la force armée de l'ONU, est très souvent critiquée pour son inaction et son incapacité à protéger les civils. Quant aux forces armées de la RDC, souvent mal équipées, et non payées, elles sont elles aussi une source d'insécurité pour les populations. L'État de siège décrété par le gouvernement censé protéger la population a été contreproductif puisque le nombre de morts a doublé. Par contre ce dispositif a été redoutable dans la répression contre les opposants.

Les résultats de cette guerre larvée se traduisent par des milliers de morts, la systématisation du viol et le déplacement de plus de cinq millions de personnes.

Dans le cadre du conclave de Nairobi, le gouvernement congolais a autorisé les armées des deux pays voisins, le Burundi et l'Ouganda, à opérer sur le territoire congolais contre les groupes armés qui s'attaquent à leur pays. Ainsi l'Ouganda traque les Allied Democratic Forces (ADF), une milice liée à l'État Islamique qui sévit essentiellement dans la région de Beni au Nord-Kivu. Le Burundi combat le Mouvement de la résistance pour un État de droit (RED-Tabara) au Sud-Kivu.

Ces autorisations sont sources de déstabilisation. L'intervention des deux armées étrangères ne fait qu'augmenter la violence endémique. Le Rwanda voit d'un mauvais œil que ces deux pays puissent avoir accès au territoire congolais et certains pensent que Paul Kagamé n'est pas étranger à la réactivation du M23 dont les attaques ont provoqué le déplacement de 127 000 personnes.

À chaque fois que les tensions avec le Rwanda apparaissent, la communauté banyamulenge, regroupant les Tutsi congolais, est la cible de campagnes haineuses les assimilant à des Rwandais. Les politiciens locaux en mal de popularité ne sont pas en reste en proférant des déclarations irresponsables.

Les populations sont prises en otage tant par Kagamé que Tshisekedi. L'un est un véritable dictateur dans son pays et signataire avec Boris Johnson d'un accord permettant d'expulser les demandeurs d'asile du Royaume-Uni vers le Rwanda, et l'autre a magouillé les résultats électoraux avec son prédécesseur pour accéder au pouvoir et s'y maintient au prix de nombreuses atteintes aux droits humains.

Paul Martial

P.-S.

- Hebdo L'Anticapitaliste - 621 (23/06/2022). Publié le Vendredi 24 juin 2022 à 12h00 :
<https://lanticapitaliste.org/actualite/international/republique-democratique-du-congo-nouvelles-flambées-de-violences>